

« Résistance » et/ou « révolution » : un dilemme libanais face à la crise syrienne.

Nicolas Dot-Pouillard, Chercheur MAEE à l'Institut français du Proche-Orient.

L'insurrection syrienne, commencée en mars 2011, excède aujourd'hui ses propres frontières. Ses effets différés se jouent en partie au Liban, confirmant un clivage bien ancré entre deux camps antagonistes, dont les principales lignes de démarcations se sont peu à peu dessinées à la suite de l'assassinat de l'ancien Premier Ministre Rafiq al-Hariri en février 2005.

Le mouvement du 8 mars aujourd'hui au pouvoir, et plus particulièrement son organisation principale, le Hezbollah, se réclame d'un discours « anticolonial » de « mumâna'a » (refus) et de « muqâwama » (résistance)¹, dont la question palestinienne et l'opposition à Israël constitueraient un socle plus que symbolique. Il est ancré dans une tradition typiquement tiers-mondiste d'opposition nord/sud. L'affaiblissement structurel de la Syrie baathiste constituerait alors la rupture d'une équation stratégique dont la première victime serait « l'axe de la résistance », patiemment formé autour d'organisations non-étatiques (à l'instar du Hezbollah et du Hamas palestinien) et de souverainetés étatiques (en l'occurrence la Syrie et l'Iran). A la tentation de la « révolution » en Syrie, devrait alors simplement se substituer une logique de « réformes ».

A l'inverse, le mouvement du 14 mars, passé depuis janvier 2011 dans l'opposition parlementaire, s'inscrit dans un discours plus typiquement « démocratique-libéral » : la chute du « régime de Bashar » doit constituer la suite d'un « cercle vertueux » ouvert en Tunisie, où les régimes autoritaires seraient remplacés progressivement par des systèmes pluralistes, les puissances « occidentales » ne représentant alors plus la figure de l'ennemi, ces dernières pouvant au contraire, comme dans le précédent libyen, s'avérer être un allié de poids. « Résistance » et/ou « révolution » : Il y a désormais concurrence de deux idéaux-types.

¹ Sur l'usage des concepts de « mumâna'a » et de « muqâwama » depuis 2000 dans le vocabulaire politique arabe, voir l'article de Roger Nabaa, « Israël et la fin de la pureté des armes », *Esprit*, novembre 2010. Article disponible en ligne avec l'autorisation de la revue *Esprit* : <http://www.renenaba.com/israel-et-la-fin-de-la-%C2%ABpurete-des-armes%C2%BB/>

Binarité du discours, ou dilemme politique ?

Cette binarité politique a sans doute quelque chose de factice. Elle pourrait toutefois être confirmée par la crise ouverte dans le quotidien libanais *al-Akhbâr* (*les Nouvelles*), fondé à l'été 2006, au ton de gauche nationaliste, réputé proche du Hezbollah -le Parti de Dieu- et du 8 mars. En août 2011, le départ de Khaled Saghieh, rédacteur en chef adjoint et membre fondateur du journal, pouvait faire croire à une rupture totale entre la logique de « mumâna'a » et celle de la « thawra » (révolution) : il critiquait en effet une ligne rédactionnelle jugée sans doute trop défavorable au mouvement de contestation en Syrie. Entre la logique « révolutionnaire démocratique », et la pure logique de « résistance », il fallait décidément choisir son camp. Pour cet auteur, la dichotomie entre « mumâna'a » (refus) et « i'tidâl » (modération), opposant certains Etats et organisations politiques arabes, avait vécu². Conjoncturellement, la priorité des peuples arabes ne serait plus l'opposition à « l'impérialisme » mais la simple demande de « libertés, de pain et de dignité ». Dans cette optique, le discours de « mumâna'a » se retrouverait à contretemps historique. Khaled Saghieh s'était auparavant attaqué non pas seulement à l'Etat baathiste, mais bien au soutien affiché du Hezbollah à la présidence de Bashar al-Assad, déniait au passage au Parti de Dieu tout caractère « réformiste et démocratique »³. Avec le départ de Khaled Saghieh d'*al-Akhbâr*, la crise était ouverte et semblait encore confirmer la thèse de la binarité du discours politique, traçant une frontière infranchissable entre logiques de « résistance » ou de « révolution ».

Au lendemain du départ de Khaled Saghieh, Ibrahim al-Amin, le rédacteur en chef, tenta de mieux expliciter les positions d'*al-Akhbâr* : rappelant que le journal avait été à plusieurs reprises interdit en Syrie, suite à sa couverture du soulèvement, il mit en avant le fait que le comité de rédaction du quotidien était lui-même divisé autour du sujet syrien⁴.

Par ailleurs, l'ouverture des pages « Opinions » à l'ensemble des positions en présence depuis quelques mois, y compris à celles d'opposants syriens⁵, devrait permettre de penser que la binarité supposée du discours politique au Liban est parfois plus que relative. Ce qui

² Khaled Saghieh, « al-Mumâna'a wa ath-Thawra », (le refus et la révolution), *al-Akhbâr*, 12 juin 2011, <http://www.al-akhbar.com/node/14731>

³ Khaled Saghieh, « Hizbullah wa Sûrîa », (le Hezbollah et la Syrie), *al-Akhbâr*, 27 mai 2011, <http://www.al-akhbar.com/node/13383>

⁴ Ibrahim al-Amin, « Limâdha ghâdara Khâled Sâghîeh al-Akhbâr? », (pourquoi Khaled Saghieh a-t-il quitté al-Akhbâr ?), *al-Akhbâr*, 21 août 2011, <http://www.al-akhbar.com/node/19445>

⁵ Voir notamment la version publiée sur la version anglaise de *al-Akhbâr* de la présentation du programme transitoire (Barnâmaj intiqli) de la Gauche révolutionnaire en Syrie (al-Yassâr ath-thawrî fi-Sûrîa) par l'un de ses membres, Gayyath Naisse, « Syria's revolutionary left : challenges of a transitional phase », *al-Akhbar english*, 6 novembre 2011, <http://english.al-akhbar.com/content/program-revolutionary-left-challenges-transitional-phase>

se révèle de manière plus certaine, notamment au travers des débats internes à *al-Akhbâr*, c'est un dilemme, à la fois stratégique et moral, qui ne cesse de tarauder une partie des acteurs du champ politique et intellectuel libanais. Si les partisans de la « révolution » et de la « résistance » se perçoivent comme étant aujourd'hui dans des camps opposés, il semble cependant que leurs concepts ne cessent de se croiser, comme si une forme de reconnaissance mutuelle perdurait encore. Une lecture régulière des deux principaux quotidiens libanais proches du 8 mars, à savoir *as-Safîr* et *al-Akhbâr*, rend compte de cet entre-deux intellectuel, entre empathie envers les revendications des manifestants syriens et mises en garde répétées contre toute « ingérence étrangère » (*tadâkhul khârijî*), perçue comme un ferment potentiel de division régionale, de conflit confessionnel, et d'affaiblissement structurel de la « *mumâna'a* ».

Rédacteur en chef et fondateur du quotidien *as-Safîr*, Talal Salman s'interroge ainsi sur les différentes initiatives de la Ligue arabe à l'encontre de la Syrie, n'hésitant pas à évoquer le risque d'une guerre civile dans les frontières syriennes⁶. Toujours dans le *Safîr*, Nasri Sayegh semble poser le débat sous la forme d'une interrogation autant existentielle qu'éthique : « En premier, la révolution syrienne ou la résistance libanaise ? », titre-t-il, pour continuer plus tard : « Je choisis la résistance, et mon cœur va à la révolution »⁷. Bilal al-Amin tente de chercher une « troisième voie » entre « la nécessité d'un remaniement complet du système actuel » en Syrie, et « les sérieux doutes sur la nature du soulèvement syrien », en raison des « sentiments anti-chiites » et des « tendances sectaires » visibles lors de certaines manifestations⁸. Editoraliste au quotidien panarabe *al-Hayât*, Nahla Chahal s'interroge pour sa part en décembre 2011 sur les futures orientations de politique étrangère du Conseil national syrien (CNS), opposé à Bashar al-Assad, en titrant un article paru dans *as-Safîr* : « Est-ce pour cela que meurent les Syriens ? »⁹. Elle réagit alors aux déclarations hostiles au Hezbollah et à l'Iran du Président de Conseil national syrien, Burhan Ghalioun, parues dans un interview accordé le 2 décembre 2011 au *Wall Street Journal*¹⁰.

⁶ Talal Salman, « Bayn al-Jâma'a al-'arabiya wa al-Maïdân... wa bayn al-Mubâdara wa al-Harb al-ahliya », (Entre la Ligue arabe et Maidan... et entre l'initiative et la guerre civile », *as-Safîr*, 21 novembre 2011, <http://www.assafir.com/article.aspx?EditionId=2008&ChannelId=47567&ArticleId=2101>

⁷ Nasri Sayegh, « Min Awwalân : ath-Thawra as-sûriya am al-Muqâwama al-lubnâniya? », (En premier: la révolution syrienne ou la résistance libanaise ? », *as-Safîr*, 14 novembre 2011, <http://www.assafir.com/article.aspx?EditionId=2002&ChannelId=47418&ArticleId=1213>

⁸ Bilal al-Amin, « Syria : what kind of revolution ? », *al-Akhbar English*, 8 septembre 2011, <http://english.al-akhbar.com/content/syria-what-kind-revolution>

⁹ Nahla Chahal, « Hal min-ajl hadhâ iamûtû as-Sûriyûn ? », (Est-ce pour cela que meurent les syriens ?), *as-Safîr*, 8 décembre 2011,

¹⁰ « Syrian opposition leader Interview Transcript : stopping the killing machine », *Wall Street Journal*, 2 décembre 2011, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052970203833104577071960384240668.html>

« Résistance » et « révolution » : des concepts déconnectés ?

Bien loin donc d'une théorie du complot¹¹, attribuant à des éléments « étrangers » la paternité supposée du soulèvement, une partie du discours politique et intellectuel libanais semble être confrontée à un choix cornélien : il s'agit tout à la fois de reconnaître la légitimité d'un mouvement et d'un soulèvement populaire et donc de s'inscrire partiellement dans la logique de la « révolution », tout en opérant une série de mises en garde à valeur stratégique et morale, censées elles-mêmes sauver la « résistance ».

Drôle d'époque : dans les années 1960 et 1970, ces deux concepts étaient encore parfaitement accordés l'un à l'autre dans le monde arabe. Les « damnés de la terre » étaient encore clairement identifiés. Le concept de « libération nationale », magnifié par la figure des « feddayins » palestiniens, promettait d'allier définitivement la logique de « résistance » et la logique de « révolution »¹². Le printemps arabe a sans doute changé la donne sur un point : aujourd'hui, ces deux concepts sont partiellement déconnectés, vivant une séparation vécue par nombres d'acteurs politiques et intellectuels comme passablement douloureuse. Au vu de l'acuité et de la passion des débats qu'ils suscitent, et plus encore, des forces et des réalités politiques qu'ils représentent respectivement aujourd'hui, il reste difficile de penser le Moyen-Orient sans eux, l'un ne pouvant définitivement remplacer l'autre, et ce en dépit de leurs sens désormais désaccordés.

Pour faciliter la lecture, seuls les noms de journaux, concepts et titres d'articles cités ont été intégralement transcrits de l'arabe au français. En ce qu'il s'agit de personnalités (Bashar al-Assad, Talal Salman, etc..) et des noms d'organisations politiques les plus connus (Hamas, Hezbollah, etc...), c'est une transcription simplifiée qui a été retenue.

¹¹ Sur l'utilisation de la rhétorique du « complot » (al-Mu'âmara) dans les processus révolutionnaires arabes, voir le chapitre 3 de l'ouvrage de Michaël Bechir Ayari et Vincent Geisser : *Renaissances arabes. 7 questions clés sur des révolutions en marche*, Les éditions de l'Atelier, Paris, 2011.

¹² Sur ce sujet, consulter l'article de l'universitaire palestinien et professeur à l'Université de Columbia, Joseph Massad, paru dans le quotidien *al-Akhbâr* : Joseph Massad, « al-Intifâdât al-'arabiya bayn al-Mâdhi wal-Hâdhir », (les révoltes arabes entre le passé et le présent), *al-Akhbâr*, 29 novembre 2011, http://www.al-akhbar.com/sites/default/files/pdfs/20111129/p16_20111129.pdf